

T@mT@m/CFTC.FAE

Depuis l'an 2000

Fédération CFTC des Fonctionnaires et agents de l'Etat

263 Boulevard Voltaire – RDC – 75011 Paris

Téléphone : 09 54 49 00 80

cftcfae@free.fr - <http://www.cftc-fae.fr> - [facebook.com/groups/CftcFAE](https://www.facebook.com/groups/CftcFAE)

N°509 – 14 juin 2019



M. Olivier DUSSOPT
Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Action et des Comptes publics
139, rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

N./Réf : C 67

Monsieur le secrétaire d'Etat,

Au nom de nos organisations syndicales, nous affirmons de nouveau notre attachement aux valeurs du service public, à une Fonction publique et au Statut général au service de toutes et tous, porteurs de l'intérêt général.

Nous appelons, ensemble, le gouvernement à entendre nos demandes en matières salariales et concernant le projet de loi fonction publique.

Alors que le Sénat étudie, à son tour, le projet de loi de transformation de la fonction publique, nos organisations soulignent notre attachement aux instances actuelles de dialogue social qui permettent aujourd'hui de protéger les agent-e-s. Leur suppression risque d'entraîner une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire. Nous estimons que le recours accru au recrutement sur contrat accentuera la précarité dans la fonction publique. C'est également l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de neutralité et d'impartialité du service public qui sont menacées.

A la veille du rendez-vous salarial du 2 juillet 2019, nous demandons une politique salariale qui reconnaisse davantage le travail, les qualifications et l'engagement professionnel de toutes et tous les agent-es.

Nous revendiquons une amélioration de nos salaires qui passe par le dégel de la valeur du point d'indice et des mesures générales alors que l'inflation reste forte à 1,3% sur les 12 derniers mois.

Nous demandons aussi que la compensation de la hausse de la CSG prévue pour les seules années 2018 et 2019, soit pérennisée en rappelant que les agent-e-s publics n'ont pas vu leur pouvoir d'achat augmenter au contraire des salarié-e-s du secteur privé.

Enfin, nous demandons également la suppression du jour de carence.

La CGT, la CFDT, FO, l'UNSA, la FSU, Solidaires, la FA-FP, la CFE-CGC et la CFTC appelleront à un rassemblement le jeudi 27 juin à 12h00 devant les ministères des Finances et de l'Action et des comptes publics à Bercy afin de rappeler notre opposition au projet de loi de transformation de la fonction publique et notre volonté d'obtenir des mesures concrètes pour le pouvoir d'achat de toutes les agent-e-s publics.

Nous vous prions, Monsieur le Secrétaire d'Etat, de recevoir l'expression de nos salutations respectueuses